



COMPTE RENDU

Comité Technique de Réseau Service des Essences des Armées SEA

Le 16 avril 2015 s'est tenu le premier CTR SEA à la DCSEA en présence du Directeur, de son adjoint et du Directeur de la DELPIA. Les élus FO sont RIGAUD Stéphane et NEY Gabriel (T) LEFRANCQ Guy et PLAINDOUX Daniel (S).

Le secrétaire adjoint est désigné. L'ensemble des représentants et l'administration souhaite que le secrétaire adjoint soit déterminé à chaque CTR. Ensuite, nous avons procédé à l'approbation du nouveau règlement intérieur, mentionnant notamment le mode de désignation du secrétaire adjoint. Approbation également du CR du CTR SIMU-SEA du 6 novembre 2014. Tout le monde est d'accord pour souligner que cette association de deux services n'avait rien apporté et avait même perturbé et déséquilibré le débat.

En préambule, le DCSEA nous informe que le SEA est reconnu pour la qualité de son travail et de son expertise dans le monde entier. Depuis le début 2015, dans le cadre interministériel, le SEA à la gestion de l'approvisionnement des soutes à carburant de la police nationale. A noter, l'ouverture d'un poste d'officier à l'ONU.

L'IG1 VOLPI fait une présentation des points qui lui semblent importants :

- Les missions 2015 qui ne cessent d'augmenter et notamment la participation du service aux opérations de protection intérieures, le soutien au ministère de l'intérieur, l'implication plus importante au sein de l'ONU, de l'OTAN.
- Le pilotage de la masse salariale des personnels civils par la DRH-MD qui va être un changement d'organisation. La réorganisation de la DELPIA avec la mise en place et le développement des EPEE (Échelons de Proximité des Etablissements des Essences).

- La refonte des systèmes d'information, arrivée de l'application SCALP en 2017.

Malgré tout cela le Général VOLPI est dans l'attente de la révolution culturelle des armées qui permettrait au service de répondre au juste besoin et d'être efficient. Hélas l'adaptation de l'offre de service du SEA ne peut se baser que sur des expressions claires des armées et services soutenues. Hors ceux-ci tardent à s'exprimer.

Pour FO, Aujourd'hui faire au mieux avec moins... atteint ses limites.

PROJET DE SERVICE :

Le DCSEA nous a présenté l'état des restructurations du SEA pour 2015, et nous a précisé que pour les années futures, il attendait la décision du ministre de la Défense, suite au rapport du Contrôleur Général des Armées, il espère récupérer 62 postes sur les 250 à supprimer jusqu'en 2020. Ce rapport indique que le SEA avait atteint ses limites en terme de réduction des effectifs, un pas de plus, et c'est directement la capacité du service à soutenir l'OPEX qui serait touché.

A ce jour 1 374 PM et 769 PC, demain 1 267 PM et 626 PC, soit un prorata de 3% en moins de civils qu'aujourd'hui. FO ne peut que constater une nouvelle militarisation du service. La proportion actuelle militaires-civils au SEA est de 67 % de militaires et 33 % de civils, cette proportion sera identique en 2020. FO réitère sa demande de « civilianisation » des postes de maintenance au niveau des NTI 1 dépôt, la projection importante des PM spécialité maintenance ne permettant pas d'assurer un MCO convenable en métropole.

EPEE :

Le Directeur se veut rassurant sur la mise en place des

EPEE, ces entités gèreront les clients, et le soutien des dépôts, ce ne sera pas un échelon hiérarchique intermédiaire à la DELPIA, le contrôle sera donc limité. A ce jour, l'armement des EPEE en personnel est presque complet.

Avec la mise en place des EPEE, la DELPIA va s'efforcer de redistribuer les plans de charges et les missions, d'améliorer la communication avec les clients. FO identifie là, une densification des postes dans les dépôts qui risque d'amener à des RPS, nous naviguons à vue une nouvelle fois, que pourront apporter ces éléments réduits (EPEE) prépositionnés sur les cendres de nos directions régionales disparues lors de la dernière réforme ???

MAINTENANCE :

Les ateliers NTI 1 seront armés uniquement par du personnel civil et les NTI 2 majoritairement par du personnel militaire. Un projet de service a été transmis à l'EMA en fin d'année 2014, SEA 2020. Ce projet sollicite une atténuation des mesures imposées aux services que FO considère comme de l'austérité. A tel point que le SEA envisage de rembourser ses dépenses (fonctionnement) financées par le Ministère sur son compte de commerce. De là à ce que le service ne devienne étatique ??? FO reste abasourdie par de telles annonces !!!

Le DCSEA nous a informés que si la baisse d'effectif est de 250 ETP, cela pourrait entraîner une externalisation dans un secteur professionnel qui est une niche très coûteuse pour le ministère.

Le SEA risque donc une destruction de ses capacités, qui amènerait une dégradation des économies possibles au-delà d'une déflation de personnels identifiés.

Le point positif, malgré une diminution des consommations, reste que le SEA offre les meilleurs coûts produits aux armées.

Intervention du SDRH :

La prévision des diminutions d'effectifs pour 2019 est de - 243 personnels au lieu des 250 annoncés. Pas de remise en forme du modèle de réforme. Plus de 200 PC ont plus de 56 ans et devraient donc quitter le service, ce qui va engendrer une ouverture importante de poste à la BNE. Le service a voulu parler de recrutement, nous ne sommes pas dupes cela n'en est pas, et ces remplacements ne sont pour l'instant qu'un espoir. FO souligne que les entrées sont les seules vraies offres d'emploi.

Sur le PAR l'Administration souligne que l'anticipation est impossible malgré la connaissance des années de

fermeture des dépôts, les départs amonts le seront pour convenance personnelle. Quant aux distorsions sur les niveaux de poste, elles sont tolérées, l'employeur est décideur et le SEA n'envisage pas d'action dans l'immédiat.

FO souligne que ces « dépyramidages » semblent volontaires et qu'ils créent un climat de tension inutile dans la conjoncture actuelle. La reconnaissance des cadres civils est loin d'être acquise au sein du service. Quand on voit la fuite des OCTASEA, non séduits par le corps des OLE vers le Commissariat, on est en droit de demander plus ! Le Directeur souligne avec ironie qu'il a, suite à ces événements, envisagé une plus forte « civilianisation ». FO aurait aimé qu'il aille jusqu'au bout.

AVANCEMENT :

Sur la demande de FO lors de la pré-CAO et de la CAO, les directeurs ont annoncé qu'il y aurait de l'avancement en HG pour les conducteurs. Ils se sont engagés à y apporter, dès l'année prochaine, une attention particulière. FO a insisté également sur la possibilité d'accéder aux formations SST, la situation devrait s'améliorer et être prise en charge par le CFD.

CONCLUSION :

Un CTR uniquement SEA qui a facilité le dialogue. Le Général nous a fait entendre qu'il est possible que la réduction des personnels soit revue à la baisse... ce qui était prévu hier, est moins sûr aujourd'hui. Des précisions seront apportées au mois de juillet, ou au prochain CTR. Par contre, le projet de service restera inchangé.

Paris, le 30 avril 2015

